Nos 2 et 3 — 18e Année

CINQ CENTIMES LE NUMÉRO

Mardi 2 et Mercredi 3 Janvier 1906

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

REDACTION : ROUBAIX, 69, rue des Fabricants (près la place de Trichée). TOURCOING, rue Verte, 55

Siège administratif : Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS : Roubaix-Tourcoing : Trois mois : 4 fr. 50. — Un an : 18 fr. Nord et départements limitrophes Trois mois : 5 francs. — Un an : 20 francs.

PRIX DES ANNONCES : ANNONCES. . . . 0 fr. 25 la ligne. RECLAMES. . . . 0 fr. 50 — FAITS DIVERS. . . 0 fr. 75 — LOCALES . . . . 1 fr. —

Les annonces seront reçues aux bureaux de journal ; à Paris, dans nos bureaux, 10, rue Taitbout.

TÉLÉPHONE

Elections Sénatoriales

DU 7 JANVIER 1906

CANDIDATS

du Congrès Républicain Départemental

Alfred Girard,

Membre du Conseil supérieur de Commerce et de l'Industrie, Valenciennes, Sénateur sortant.

Maxime Lecomte,

Avocat, Docteur en droit, ancien Secrétaire du Sénat, Membre de la Commission des Douanes, Rapporteur de budget de la Justice, Sénateur sortant.

Auguste Pollé,

Cultivateur, Membre du Conseil supérieur de l'Agriculture et de la Commission des Douanes, Conseiller général, Maire d'Haubourdin, Sénateur sortant.

Jean Trystram,

Président de la Chambre de Commerce de Dunkerque, Sénateur sortant.

Paul Hayez,

Industriel, Membre de la Chambre de Commerce de Douai, Conseiller d'arrondissement, Sénateur sortant.

Paul Bersez,

Député, Maire de Cambrai, Vice Président du Conseil général du Nord.

Charles Debierre,

Professeur à la Faculté de Médecine, Conseiller municipal de Lille.

Evrard Eliez,

Député, Président de Conseil général du Nord, Maire de Bertainem.

LES FAITS DU JOUR

— En Russie, la révolte de Moscou a été réprimée dans le sang. Les derniers refuges des révolutionnaires ont été pris.

— Une fabrique de bombes a été découverte en Macédoine.

INUTILES BATAILLES

La guerre, sous quelque forme que ce soit, a pour objet la paix ; on conçoit difficilement qu'elle puisse avoir un autre objet que la paix. Même les hordes sauvages qui vivent de guerres et de rapines, ne se livrent à ces travaux sanglants que pour s'assurer quelques moments de paix et de jouissance tranquille.

La guerre est leur travail comme pour d'autres l'agriculture ou le commerce. Le travail a pour but de nous procurer les moyens de ne pas travailler pendant un temps plus ou moins long.

On ne travaille pas pour travailler, comme au jeu pour jouer, car le jeu est bien sa propre fin à lui-même, j'entends le vrai jeu qui est l'exercice noble et désintéressé de la vie dans sa plénitude, mais le travail n'a pas pour fin de travailler, il serait absurde de le prétendre ; le travail a pour but de pouvoir vivre pendant un certain temps sans travailler.

Plus d'un grand siècle après la Révolution française, il est arrivé ce que l'on croyait qui ne pourrait jamais arriver chez nous, pays d'égalité, dit-on, plus encore que de liberté ; on a entendu du nouveau cri exprimant abolies de « classes » et de « guerre de classes » ; elles sont redevenues d'un usage courant dans la discussion politique et, tout au moins, dans une partie notable de la presse française.

Ce fait n'est pas bien ancien, notre génération l'a vu naître ; nous avons passé une grande partie de notre vie sans entendre parler de « classes » ; et le mot se présentait sous notre plume, nous avions besoin de le chasser. Il semblait que les ignorants ou les jeunes gens inexpérimentés pouvaient seuls s'en servir ; c'était même un solécisme, comme un marque d'un esprit incultes ou rétrograde, étranger au mouvement des idées modernes ou tout au moins hostile à ce mouvement.

Si quelqu'un disait par hasard : « la classe ouvrière », nous pensions aussitôt que celui-là n'était pas de notre éducation, qu'il n'était pas un républicain ni un démocrate.

⁂

La mot est comme ressuscité, il est revenu d'abord timidement, mais il a fait des progrès rapides, et, aujourd'hui, on le revoit sans étonnement, comme une vieille connaissance, dont la réapparition cause d'abord de la surprise, mais qua bientôt l'on ne remarque plus et qui rentre tout naturellement dans les habitudes et dans le train des choses. On entend dire tous les jours à la tribune de la Chambre « le classes ouvrière » et même « la classe prolétarienne » : personne ne proteste, et on lit cela couramment dans les articles de jeuneaux où jamais on ne l'aurait rencontré il y a seulement dix ou quinze ans.

Si les classes se reforment chez nous sous l'influence de certaine phénomènes économiques et industriels, et à la faveur de certaines inégalités légales, conservées des temps passés ou établies de notre temps par des législateurs sans expérience, notre étude doit être bien évidemment d'arrêter cette évolution factice et posthume, de la dissoudre par de sages lois, de la « désintégrer » par une politique vraiment républicaine et démocratique, et non point de favoriser, ou par tendurance ou par calcul, son « intégration » nouvelle.

Une politique qui tendrait à restaurer des classes et à recommencer des luttes ou des guerres de classes, aurait beau se dire démocratique, socialiste et révolutionnaire, elle irait à l'inverse de la Révolution et elle tendrait à refaire ce que la Révolution française a défait et aboli.

Si nous voulons l'égalité et la liberté, le développement du plus en plus large d'une démocratie libre et maîtresse d'elle-même, le gouvernement par nos propres lois et par les règles de la raison universelle, il est indubitable que ceux mêmes qui mettent le plus d'ardeur à nous parler tous les jours de « classes » et de « lottes de classes », ne es proposent qea la fusion des classes et non leur séparation, et ne recherchent que la paix par la guerre même, puisque le but et l'objet de la guerre, c'est la paix, comme nasce le savons et n'en pouvons point douter !

⁂

Waldeck-Rousseau eut la bonne et heureuse formule, quand il dit au jour : « Il faut que le capital travaille et que le travail possède... » C'est à peu près cela qu'il dit, et je ne me trompe, en tent cas c'est bien là le vrai, et l'on voit sous ces généralisations : le travail et le capital, qui ne sont que des figures de style, ces hommes mêmes au chair et en os qui vivent, pensent, travaillent et capitalisent pour pouvoir travailler plus largement et jouir ansei plus largement de tous les bienfaits de la vie et de la nature.

Il faut de plus en plus que ceux qui travaillent possèdent et que ceux qui possèdent travaillent, et c'est là la fusion des intérêts et la pénétration réciproque des classes ; c'est là l'organisation de la paix active et féconde pour laquella on lutte et que l'on recherche en définitive comme le dernier bien et le couronnement de le vie! Car, encore une fois, on ne fait pas la guerre pour la guerre, mais pour la paix et pour avoir les aliments de la paix !

S'il eo est ainsi, on pourrait croire que beaucoup de chosee que nous faisons sont au rebours de notre but et au rebours du sens commun. Il ne s'agit pas de parqeer, d'isoler, de cévarer, d'encrégimenter les forces sociales les unes en face des autres, mais il s'agit d'unir et de mêler, de fondre et de confondre !

Donc notre société, il y a beaucoup de gens qui ne trevaillent pas, ayant tout sans travailler, et il y en a beaucoup plus qui ont besoin de travailler, mais qui ne trouvent pas de travail. Un temps viendra sens doute où les uns et les autres feront leur part de travail et où tous en auront. Alors se vérifiera cette formule, d'après laquelle « le capital » doit travailler et « le travail » doit posséder.

⁂

L'un des meilleurs moyens que nous ayons pour faire que le travail et le capital se pénètrent et se fondent, c'est l'institution de ces conseils, où les patrons et les ouvriers se rencontrent sur le pied de l'égalité et s'habituent à discuter et à coordonner leurs intérêts communs ou contraires.

Les ouvriers minaors ont depuis longtemps quelque chose, qui rassemble plus ou moins à cela. Le ministère des travaux publics a essayé de créer de ces conseils de travail dans les cheminade fer de l'Etat ; je ne sais s'ils ont eu quelque succès et s'ils continuent de fonctionner. Waldeck-Rousseau, chiel, pour arbitre dans une grève du Creusot, inséra dans sa sentence arbitrale une clause qui créait des conseils du travail et leur traçait les lignes sommaires de leur fonctionnement régulier. A l'Hôtel de Ville de Paris, qeend j'y étais, nous avons institué une commission permanente de travail ; elle fit faite eur mon rapport. Les ouvriers et les patrons travaillent à venir délibérer sur leurs affaires, avec des conseillers municipaux et avec les directeurs administratifs. C'est la première origine du conseil supérieur du travail qui a subi des modifications, plus ou moins heureuses et qui tanctionna toujoura plus au moins bien auprès du ministère du commerce et de l'industrie.

Plusieurs conseils supérieurs, auprès d'autres ministères, et tout particulièrement le conseil supérieur de l'enseignement public, où se rencontrent les délégués élus de tous les ordres d'enseignement, peuvent être considérés comme des conseils de travail, de discipline et de perfectionnement : il y aurait beaucoup à tirer de là pour les diverses branches de l'administration publique et du travail social au ses manifestations variées. Il faudrait multiplier les conseils de ce genre, les activer à vivre et à se former, développer leur éducation, et non pas les empêcher de naître ou les gêner et les contrarier quand ils commencent à exister. L'enseignement primaire aurait bien droit à un grand conseil, conçu sur ce plan, et qui serait un conseil de progrès en même temps que de bon ordre ; et pourquoi les postes, télégraphes et téléphones n'auraient-ils pas aussi leur conseil supérieur? Cela se fera sur la ligne où nous marchons et où nous avançons tant bien que mal.

Où tendent ces observations ?

⁂

A dire que l'effort de notre politique doit être de faisauner les intérêts et les classes, et non pas de les séparer et de les cristalliser, de travailler à l'organisation de la guerre ; que, la guerre n'étant jamais qu'un moyen de procurer la paix, il s'agirait de faire cette paix sans passer par l'état de guerre ; que, la guerre n'étant qu'un moyen détourné, affreusement empirique et barbare, une perte de temps et un prodigieux gaspillage de forces pour arriver à la paix et à la liberté, but suprême, il faudrait aller à cette paix directement, pacifiquement ; et non point commencer par creuser des fossés et des précipices que l'on doit ensuite combler de cadavres et de ruines pour passer pardessus et gagner, après d'immenses sacrifices, cette position de paix que l'on aurait gagnée plus vite et plus simplement, avec le bon sens et l'équité pour guides !

HECTOR DEPASSE.

La Politique

L'attitude prise par l'empereur Guillaume en faveur de la paix produit en Allemagne son effet logique. Tout la monde déclare que jamais les sentiments d'hostilité dont on a parlé ès se sont manifestés ainsi qu'en l'aru en France, et voici que le *Berliner Tageblatt* reproche à notre représentant, M. Bihourd, d'avoir mal compris et mal traduit ce qu'il voyait et ce qu'il entendait.

Ce journal dit notamment : « Il existe bien quelques fous qui publient des brochures dans lesquelles ils rêvent de reconstituer l'empire de Charlemagne, mais personne n'a jamais pensé, ses Allemagne, qu'ils fassent le moins du monde en connivence avec l'empereur. Cependant celui-ci, voyant qu'en France on soutient quelque fol à ces propos, a cru devoir rétablir la vérité, dans un entretien avec l'attaché militaire français, M. de Laguiche, se couvrant d'une partie de chasse ».

Le Berliner Tageblatt signale encore ce fait que le prince Louis, héritier du trône de Bavière, aux dernières fêtes de Noël, a employé à peu près les mêmes expressions pacifiques que l'empereur, « ce qui doit démontrer à la France que l'Allemagne du Sud s'associe à la politique de paix de l'empereur, avec la seule réserve bien naturelle qu'elle signifie « paix avec honneur ». Les suspicions colonieuses entretenues à l'étranger à l'égard de la politique allemande prendront donc sans doute fin, au moins pour quelque temps. Aussi ne peut-on croire que la conférence marocaine, si redoutée, renferme en elle des perils encore plus sérieux. Les Français, il est vrai, pour ne pas être pris en dépourvu parden évènements dont ils peuvent cependant prévenir eux-mêmes l'éclosion, semblent opérer des concentrations de troupes en Tonisie et en Algérie, et cela pourrait mécontenter Berlin si l'on n'y avait pas pleine confiance dans les sentiments pacifiques de M. Rouvier.

Cet hommage rendu à M. Rouvier est la meilleure récompense qu'ne homme d'Etat soit en droit d'espérer, quand il a bien servi son pays et a su lui éviter les conséquences désastreuses d'une politique de provocation, de bluff et d'improvéyance. — *H. J.*

Les Elections Sénatoriales

LA DÉFENSE NATIONALE

C'est vraiment une tristesse et l'on pourrait dire une honte que cet acharnement des partis de réaction à mêler à nos luttes politiques les questions de l'honneur et de la sécurité nationale.

Alors que ces républicains, nous aitons à la bataille électorale loyalement, déployant uniqnement notra drapeau, affichant notre programme, défendant nos idées contre les idées et le programme de nos adversaires, ceux-ci ne songent qu'à jeter sur nos sentiments les plus sacrés la suspicion et la discrédit ; ils insinuent, ils mentent, ils calomnient. Si on devait les croire, des hommes comme A fred Girard, Maxime Lecomte, Auguste Pollé, Trystram, Hayez, Bersez, Debierre, Evrard Eliez, ne seraient pas de bons Français. Leur élection serait de nature à compromettre les intérêts de la Patrie.

Ce n'est pas d'hier que ces procédés misérables sont mis en œuvre contra les républicains. Tous nos chefs, tous nos hommes d'Etat les plus illustres furent l'objet des mêmes ignominies.

Il fut un temps où dans certains journaux la nom de Jules Ferry était suivi de l'épithète de Prussien. M. Ribot a connu aussi, pour se avoir été victima, ce genra de polémique. Il était alors l'Anglais Ribot.

⁂

L'invention du jour est qua la général André a désorganisé l'armée. Or comme les sénateurs républicains ont soutenu de leurs votes les ministères Waldeck Rousseau et Combes, dont faisait parte le général André, ils sont responsables de notra désorganisation nationale. Donc, il ne faut pas les réélire.

Voilà le raisonnement dane son ineffable beauté.

On oublie que M. Rouvier était ministre des finances dans la ministère Combes, et qu'il doit être aussi rendu responsable de cette prétendue désorganisation.

Le plus instructif, dans cette odieuse querelle, c'est que chaqua fois qu'on se renseigne sur la compte de ces amis fervents de l'armée, au constate que leur amour a presque toujours été platonique et qu'ils peuvent être surtout classés dans la grande armée des dispouses, frisetteurs et embusqués.

Spécialement en ce qui concerne les candidats qui sollicitent aujourd'hui les suffrages des délégués sénatoriaux : nous avons été amenés par la pitoyable politique de nos adversaires à établir, au point da vas du pessé militaire, un parallèle entre les candidats réactionnaires et les candidats républicains.

Eh ! bien, où avons noes trouvé les véritables patriotes, aisan du côté des républicains ? Quels sont, des candidats progressistes et « libéraux » au des candidats républicains ceux qui, ayant l'âge d'homme en 1870, ont vaillamment pris part à la défense nationaie, combattu, dans l'armée de Faidherbe, à Pont-Noyelles, à Bapaeme, à Saint-Quentin, aluon nos amis Alfred Girard, Maxime Lecomte et Evrard Eliez ?

Pendant ce temps, où étaient MM. Lozé, Delval et Faucheur ; MM. Scrive, Dupont et Namur ? A quel sombat même a pris part M. Dervaux?

⁂

La légende de la désorganisation de l'armée est une da ces infamies habituelles aux réactionnaires, une de ces armes empoisonnées qu'ile aont habitués de diriger contre les républicains.

Mais ert demeura d'en apporter la démonstration documentée, la général Jeannerod lui-même n'a pu qea répéter les élucubrations haineuses des cléricaux contre les « francs-maçons et les juifs ».

Dans sa longua épître, il n'a même pas parlé, directement au indirectement, du général André. Le seul ministra de la guerre qu'il ait mis se cause, c'est le général de Galliffet.

C'est que M. Jeanerod, quelle que soit la violence de son mysticisma sectaire, n'oserait contester ni la valeur professionnelle du général André, ni la conscience, le zèle, l'activité patriotique, le travail apleiatra et vigilant, qu'il a apportés, pendant cin ; nne, à l'organisation de l'armée et de la défense nationale.

Or, dans ces dernières années, au raison du rapprochement qui n'était apéré entre la France et l'Allemagne, et alors que les Allemands étaient venes en fasle à notra Exposition de 1900, nous noes soyone laissés aller à une quiétude dangereuse.

C'est exact. Et ce n'est pas la faute du général André ; elles commissions du budget et les Chambres s'efforçaient de réaliser des économies sur les crédits de la guerra.

L'agression de l'empereur Guillaume à Tanger est venue noes rappeler brutalement à la réalité. Et la prétendue désorganisation était telle, qu'il a fallu bien peu de temps pour y remédier, puisque les journaux réactionnaires, eux-mêmes reconaissant et écrivent cheque jour que notre armée est prête et que nous pouvons sans crainte regarder l'Allemagne en face.

C'est, d'ailleurs, encore un ministre radical, notre ami Maurice Berteaux, qui a pris rapidement les meeures qu'exigeait la situation.

« Notre pays s'est ressaisi, écrivait il y a quelques jours un journaliste militaire, M. Ardouin Dumazet, dans l'*Echo du Nord*. *Nous sommes prêts à faire face à toute agression et même à prendre l'offensive.* »

Dane ce même *Echo* nous lisions encore récemment cette phrase d'un article de notre confrère du *Progrès de la Somme*, M. Vézian, qui est un ancien officier : « Guillaume II a peut-être l'intuition que l'armée allemande est moins forte et que *l'armée française est plus robuste qu'on ne la prétendu* ».

Enfin, toujours dans l'*Echo du Nord*, cet extrait d'une interview de M. Duguet : « Na craignea pas de dire, pour éviter l'affolement, quo quoi qu'il advienne nous les attaadone, et que le fière attitude de la France et la **netitdité de notre armée** feraut réfléchir l'empereur et ses conseillers ».

Naus poerrione aussi analyser les articles si probants du colonel Picquart dans l'*Aurore* et du général Langlois dans le *Temps*.

Mais ces citations suffisent, croyons-nous, à prouver l'inanité de l'abominable campagna sur la prétendue désorganisation de l'armée. Il appartient aux électaurs sénatoraux, le 7 janvier, d'en flétrir les tristes auteurs en même temps que les candidats qui voudraient ou être les bénéficiaires et qui se sont les complices.

GEORGES ROBERT.

Le silence de M. Lozé

Nous avons fait connaître les procédés véritablement scandaleux par lesquels M. Lozé se targue, depuis la début de la période électorale, d'un crédit absolument faux auprès du gouvernement, mentant audacieusement au cause la personnalité de M. Rauvier, mentant parlant una lettre qua l'on peutsait entre émaner du président du Conseil et qui, en réalité, avait été écrite par le dis Lozé sur du papier du ministère auquel il est attaché.

Le gouvernement a fait justice de ces manœuvres par une note officieuse que nous avons publiée et que nous croyans devoir reproduire ;

Il est absolument faux, ainsi qu'on a cherché à l'établir, que la gouvernement patronne une liste déterminée pous les élections sénatoriales dans le Nord.

Il n'est également pas vrai qua M. la président du Conseil ait donné à une personne de son entourage des instructions pouvant permettre de la faire croire.

A ce cinglant démenti, ni M. Lozé ni ses journaux n'ont rien répondu.

Les électeurs savent maintenant à quoi s'en tenir sur les procédés de l'ex-préfet de police.

Des noms, s. v. p.

L'*Echo du Nord* publie en faveur de sa liste an appel signé : « Si vous délégués républicains du Cambrésis ». Ce n'est en réalité qu'un document anonyme.

Nous affirmons qu'aucun délégué des municipalités républicaines du Cambrésis ne patronne les candidatnres des transfuges Lozé et Chatteleyn, et celles des réactionnaires cléricaux qui leur faut cortège.

Et nous mettons l'*Echo du Nord* au défi de citer les noms des prétendus républicains signataires de cet appel.

Vers la Sociale !

C'est le cri du jour de la presse réactionnaire. Nous avançons à grands pas vers le collectivisme. « On y va, vers la sociale », affirme le *Dépêche*. « Si vous voulez, écrit le *Journal de Roubaix*, établir et fortifier dans le département l'hégémonie du Parti collectiviste, voiez pour les radicaux ». Et, sur ce thème, l'*Echo* renchérit, comme bien en pense, mais avec prudence, car il est gêné par la présence, en tête de sa liste, de M. Lozé qui est le candidat des socialistes et se déclarait « honoré » et « fier » de rallier leurs suffrages.

Il n'y a pas bien longtemps, encore que la tactique réactionnaire sinit absolument le contraire de celle adoptée aujourd'hui. C'était la grande manœuvre de la *Dépêche* de répéter sans cesse aux socialistes qu'ils étaient « rouges » par nature.

En réalité, nous l'avons dit maintes fois, et les républicains s'alient parfois avec les socialistes — comme le fait M. Lozé — pour leqre échec à la coalition des forces réactionnaires, nous conservons intacte nos programmes respectifs, et les radicaux ne sont pas plus collectivistes aujourd hui qu'hier.

Nous pouvons nous aiier : on distingue netement ce qui eous sépare. Dans la coalition cléricale-progressiste-nationaliste, se contraire : où est la distinction ? Quelle est la différence d'idées au de programmes ? Impossible d'en discerner aucune.

Et pourtant plus, « progressistes » et « libéraux » tendent à fusionner, comme ils le feront le 7 janvier, au second tour de scrutin. « Vos candidats sont aussi réactionnaires que les nôtres », disait, ces jours derniers, la *Dépêche* à l'*Echo du Nord* qui n'a pas protesté, elle sont constamment pendus aux cordons de sonnette de nos amis. Et les vates de vos dépotés se confondent avec ceux de nos députés libéraux a.

A ces vérités que pouvait répondre l'*Echo* ? Il était le : c'est ce qu'il avait de mieux à faire.

De son côté, le *Croix* écrivait : « Nous ne pouvons qu'éprouver de la sympathie pour des hommes qui, avec nous, ont défendu la liberté sous les ministères Waldeck-Rousseau et Combes. *Nous serons deux désormais.* Les progressistes et l'*Action libérale marcheront ensemble* ! »

⁂

L'amusant est que le reproche d'aller vers le socialisme nous est sortant adressé par les gens qui depuis quinze ans, dans la Nord, ont plus fait pour le progrès de collectivisme que la propagenda collectiviste elle-même.

C'est la *Dépêche* et ses amis qui essayèrent l'élection de M. Lalarque contre notre ami Hector Depasse. C'est M. Scrive qui proposa de l'ériger ouvrier de l'aidor à entrer à l'Hôtel-de-Ville de Lille et d'en décorer M. Géry Legrand. Et M. Scrive na promettait pas seulement aux collectivistes les suffrages des cléricaux, et l'appel de la *Dépêche* : il leur offrait aussi l'argent nécessaire pour la campagne électorale !

Aujourd'hui, le même *Dépêche* blame, chaque matin, sur un ton sensationnel, que « les radicaux vont, grand train, vers le socialisme ».

Pour la prouver, elle ne s'embarrasse pas de choix des moyens. Elle se borne à découper dans en de nos derniers articles trois phrases qu'elle reproduit en caractères d'affiches, et, faisant de côté les passages les plus caractéristiques de cet article, elle nous fait dire tout le contraire de ce qui nous avons écrit.

Pour n'être pas nouveau, le procédé n'en est pas plus honnête. Escobar a toujours des disciples.

M. Henri NAMUR

M. Henri Namur quitplia, paraît-il, ses démarches, dès notre excellent confrère *l'Impartial de Valenciennes*. Il visite février nous les délégués sénatoriaux qu'il cherche à séduire — car M. Henri Namur est un véritable séducteur. Il commence d'abord par déclarer qu'il n'est pas un politicien et qu'il est avant tout un candidat d'affaires.

L'entrée en matière serait assez adroite si M. Namur n'avait en fait 8 et qua des noffs. Il a lait pas de politique active, au grand jour, c'est entendu. Mais n'est de la politique souterraine qu'il pratique, et à qu'il tire, il est particulièrement dangereux.

Certes, comme il n'a jamais brigué aucun mandat, on n'a pas eu à s'occuper de lui, à juste raison. Mais aujourd hui qu'il rêve d'être sénateur, nous pouvons bien dire qu'il est l'âme du parti clérical et qu'il le fait manœuvrer dans le coulisse depuis en certain temps déjà.

Cela est si agréable, paraît-il, de faire de la politique militante et de ne pas connaître le revers de la médaille ! Jusqu'à ce jour, une lire bienaisante avait vaiu à M. Namur le faveur de rester dans l'ombre tout en jouant un grand premier rôle.

Aujourd hui que ce candidat de l'*Action Libérale* s'est démasqué, il proteste pourtant qu'il n'est pas un homme politique, alors que personne ne lui pose cette question. Il dit que la France doit être représentée par des honnêtes gens, comme lui, sous ce rapport, les sénateurs sortants ne pourraient lui être comparés.

Il est possible que M. Namur ait raison sur ce point fortuite dans son étude, mais c'est aussi qu'il est plus honnête et plus qualifié que nos amis pour représenter le Nord au Sénat ? Nous en le pensons pas. Et ce bravet d'honnêteté que cet adversaire politique se décerne si pompeusement après des délégués sénatoriaux nous paraît, pour le moins, déplacé. Pour en homme de monde, cela est vraiment choquant.

Mais revenons aux visites de M. Namur.

Aux délégués cléricaux, il dit : « Vous savez ce que je veux. Je suis l'homme des grands principes. La pape m'a honoré d'une décoration ».

Il arrive chez ne progressiste :

« Vous savez, mon cher ami, je ma présente comme candidat libéral au premier tour, car il faut bien ne pas désgoûter ; mais, au second tour, je serai progressiste. »

Au délégué radical : « Je cela que vous avez toujours été en fervent républicain. Mais pour qui les bell nomes que vous vous disposez à mettre dans l'urne, il y en a bien un qui ca vous satisfasse pleinement. Rayez donc celui-là et mettez-y la mien à la place. Je ne vous ne demanda pas davantage. Au troisième tour, je deviendrai radical. »

Voilà se moins de l'hublisté. Mais les électeurs sénatoriaux républicains ne se laisseront pas séduire par le beau langage de M. Namur et ils voleront pour la liste entière sans rayer un seul nom.

Et enfin il se gardera bien de ne pas faire visite au délégué socialiste : « Mon cher ami, lui dit-il, je suis en travailleur comme vous, j'ai des intérêts dans une quantité d'affaires ». Il est vrai que je me présenta comme candidat clérical, mais c'est en être de façade ; je ma ferai progressiste au second tour, radical au troisième, et je regrette vivement qu'il ne puisse y en avoir un quatrième car nous marcherions d'accord et je serais alors un socialiste pour la bonne cause. Donnez moi sur votre liste une toute petite place, mon cher ami. Et mettez le bout du doigt.

Peut-il qu'un homme n'ait jamais fait de politique ait s'imagine qu'un traite une élection comme une affaire de notaire, pour ainsi dire ? Il faut bien que ce jeune prétendant ait eu d'assez absurdes balivernes !

Le grand argument de M. Namur est sûrement de dire à qui veut l'entendre, qu'il est appuyé en haut lieu avec des personnages à même de lui procurer de grandes faveurs. Il a un cousin dans le ministère, un autre cousin et des arrière petits-cousins dans d'autres ministères.

Cela fait bien. Les promesses. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et cela multiplié de cousins — qui n'ont peut-être aucune influence suivie avec le candidat d'aujourd'hui pourraient bien n'être pas très satisfaits de la réclame maladroite faite sur leurs noms.

Allons, Monsieur Namur, un pan moins de bluff et un peu plus de modestie dans vos affaires. Et surtout n'oublies pas que les candidats du Congrès républicain départemental sont de braves et honnêtes gens, dont l'intégrité n'a rien à cédar à la vôtre.

L. V.

Réunion des délégués républicains

Les délégués sénatoriaux républicains sont informés qu'aussitôt après la proclamation des résultats du premier tour de scrutin, une réunion aura lieu « Ville Fauvan, 20, rue de l'Orphéon.

Il en serait de même après le deuxième tour, s'il y avait encore ballottage.

SERVICE SPECIAL

NOS TÉLÉGRAMMES

Le nouveau chef d'état-major général EN ALLEMAGNE

Berlin, 2 janvier.

Le baron de Schlieffen, chef de l'état-major général de l'armée, dont la retraite avait été annoncée depuis quelque temps déjà, a quitté le service le 1er janvier. L'empereur lui a conféré l'ordre de l'Aigle-Noir avec les brillants et l'a nommé à la suite de l'état-major général de l'armée.

Son successeur est le général de division de Moltke, neveu du célèbre stratège, et qui, depuis longtemps, jouit de la confiance particulière de l'empereur Guillaume II.

Le général de division J.-Louis de Moltke est né en 1848, à Gerstorff, dans le Mecklembourg. Il est élevé dans l'armée le 1er oct. 1869. Il prit part à la campagne de France, le 12 septembre 1870, il fut nommé lieutenant et fut décoré, après la guerre, de la Croix de fer de 2e classe. De 1873 à 1879, il reçut un mandement à l'Académie de guerre. En 1880, il fut placé dans l'état-major général. La même année, il fut nommé capitaine, et en 1887 vint le second aide de camp de son oncle, le feld-maréchal.

En 1890, il fut nommé major, et quand mort du maréchal, aide de camp de l'empereur. En 1893, il fut promu lieutenant-colonel et garde du château. En 1896, il fut promu